

Vu la constitution spécialement en ses articles 15, 32 et 34 alinéa 1er ;

Vu le décret n° 80-161 du 28 mai 1980 portant définition et organisation du ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat ;

Vu le décret n° 81-121 du 16 juin 1981 portant statut de l'Hôtel SAKAWA,

DECRETE :

Article premier — Sont nommés membres du conseil d'administration de l'Hôtel SAKAWA, les personnes dont les noms suivent :

M. BEGUEDOU Abalo, président, directeur de la direction administrative et de contrôle, ministère de l'industrie et des sociétés d'Etat.

M. DJALOGUE Oudane, membre, inspecteur du trésor et contrôleur financier des sociétés para-administratives et des sociétés d'Etat

M. TCHA Katanga, membre, directeur de cabinet du ministre du plan et de la réforme administrative

M. KPOLOKPOLO Gnosingou, membre, Attaché de cabinet du ministre du commerce et des transports

M. d'ALMEIDA Ayivi Gamelé, membre, haut commissaire au tourisme

M. ADEKAMBI KOMLAN, membre, responsable de la réception à l'Hôtel SAKAWA

M. GUEDAR Kodjo, membre, délégué du personnel de l'Hôtel SAKAWA.

Art. 2 — Le ministre de l'industrie et des sociétés d'Etat est chargé de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 Mars 1982

GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 82-53 du 15 mars 1982 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la caisse nationale de sécurité sociale.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du travail et de la fonction publique ;

Vu la constitution du 9 janvier 1980 et spécialement ses articles 15 et 34 ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 8 mai 1974 portant code du travail ;

Vu l'ordonnance n° 39 du 12 novembre 1973 instituant un code de sécurité sociale ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — 1 / La caisse nationale de sécurité sociale est administrée par un conseil d'administration composé de douze (12) administrateurs désignés par décret dont quatre représentants des travailleurs, quatre représentants des employeurs et quatre représentants de l'Etat parmi lesquels trois représentants de départements ministériels et un représentant du conseil économique et social.

2 — Le conseil d'administration de la caisse nationale de sécurité sociale est présidé par le ministre du travail et de la fonction publique.

3 — Les représentants des travailleurs et des employeurs sont choisis sur deux listes de candidats respectivement présentées par l'organisation ou les organisations les plus représentatives des travailleurs et des employeurs ; les membres travailleurs doivent être des assurés de la caisse. Le nombre de candidats figurant sur chaque liste sera au moins égal au double du nombre de membres à désigner dans la catégorie concernée.

Les représentants des départements ministériels sont choisis sur proposition des ministres intéressés, à raison :

— d'un représentant du ministère du travail et de la fonction publique,

— d'un représentant des ministères de la santé publique et des affaires sociales,

— d'un représentant du ministère des finances et de l'économie.

4 — Les membres du conseil d'administration sont nommés pour une durée de trois ans renouvelable. Tout administrateur qui cesse d'appartenir à l'organisation ou au département ministériel qu'il représente est considéré comme démissionnaire. Des membres suppléants sont désignés en nombre égal à celui des titulaires et dans les mêmes conditions. Tout membre suppléant est appelé à remplacer le membre titulaire représentant la même organisation ou le même département ministériel en cas d'absence.

5 — Les fonctions d'administrateur sont incompatibles avec tout emploi rémunéré par la caisse ou toute autre activité lucrative touchant à son fonctionnement.

6 — Peuvent être administrateurs les personnes âgées de vingt-cinq (25) ans au moins et qui n'ont pas été condamnées à une peine afflictive ou infamante.

7 — En cas de démission, déchéance ou décès d'un membre du conseil d'administration, un nouvel administrateur est désigné dans les mêmes conditions que son prédécesseur dont il achève le mandat. Est notamment frappé de déchéance l'administrateur qui n'aura pas assisté à trois séances consécutives sans motif reconnu valable par le président du conseil d'administration. La déchéance ou la démission est constatée à la fin de la troisième séance consécutive du conseil d'administration.

Art. 2. — Les administrateurs sont responsables des actes frauduleux commis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils sont astreints au secret professionnel.

Art. 3. — Le conseil d'administration peut être dissous par décret, en cas de carence, d'irrégularité grave ou de mauvaise gestion.

Un nouveau conseil d'administration est désigné selon la procédure prévue aux paragraphes 1, 3 et 4 de l'article 1 ci-dessus. Les membres du conseil d'administration dissous ne peuvent être nommés aux mêmes fonctions avant l'expiration d'un délai de trois ans.

Art. 4. — Le conseil d'administration est consulté sur tout projet législatif ou réglementaire relatif à la sécurité sociale.

Art. 5. — 1 / Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président adressée par écrit au moins huit jours à l'avance, ce délai pouvant être ramené à trois jours en cas d'urgence :

- en session ordinaire au moins deux fois par an ;
- en session extraordinaire, soit sur demande du tiers au moins de ses membres, soit à l'initiative du président.

2 — Le conseil d'administration ne délibère valablement que si sept (7) membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

3 — Le ministre du travail peut suspendre les décisions qu'il estime contraires aux lois et règlements en vigueur ou de nature à compromettre l'équilibre financier du régime de la caisse.

4 — Si aucune décision ministérielle n'a été prise dans un délai de quinze jours à compter de la communication de la décision du conseil d'administration, celle-ci devient définitive et exécutoire.

Art. 6. — 1 / Le président veille à la régularité du fonctionnement de la caisse en application des textes en vigueur. Il préside les réunions du conseil d'administration et en signe tous les actes et délibérations. Il est le représentant légal de la caisse, notamment en justice et dans tous les actes de la vie civiles. Pour l'accomplissement de ces dernières attributions, il donne délégation au directeur général de la caisse. En cas d'empêchement, il est suppléé par le vice-président.

2 — Le conseil d'administration désigne en son sein, pour une durée d'un an renouvelable, les membres de son bureau comprenant un vice-président et un secrétaire. Le vice-président est, en principe, alternativement un membre représentant les travailleurs et un membre représentant les employeurs.

Lorsque le vice-président est choisi parmi les représentants des employeurs, le secrétaire ne peut être choisi que parmi les représentants des travailleurs et réciproquement.

Art. 7. — 1 / Il est constitué chaque année au sein du conseil d'administration une commission permanente, présidée par le président du conseil d'administration et composée du vice-président, du secrétaire, du représentant du ministère des finances.

2 — Elle est chargée de surveiller l'exécution des décisions du conseil d'administration et de prendre celles pour lesquelles une délégation lui aura été donnée par celui-ci. Elle peut être chargée de donner son avis sur un point particulier. En cas d'urgence, elle est habilitée à

prendre les décisions nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de la caisse, à la condition d'en faire rapport à la prochaine session du conseil d'administration.

Art. 8. — 1 / Il est également constitué, au sein du conseil d'administration, une commission de contrôle. Elle est composée du représentant du ministère des finances, d'un membre représentant les travailleurs et d'un membre représentant les employeurs. Ces deux derniers sont désignés pour une durée de deux ans renouvelable.

2 — La commission de contrôle est assistée de deux commissionnaires aux comptes désignés conjointement par le ministre du travail et le ministre des finances, en dehors du conseil d'administration.

3 — La commission de contrôle vérifie la comptabilité et examine les comptes annuels de l'agent-comptable de la caisse. Chaque membre a libre accès à toute écriture, tout document, toute archive et notamment aux pièces justificatives de recettes et de dépenses de la caisse. La commission procède au moins une fois par an à une vérification de caisse et de comptabilité effectuée à l'improvisiste.

4 — La commission de contrôle établit une fois par an un rapport technique indiquant ses constatations sur les activités et les comptes de la caisse. Ce rapport est transmis sans délai au conseil d'administration, au ministre du travail et au ministre des finances.

Art. 9. — Le directeur général assure le fonctionnement de la caisse sous le contrôle du conseil d'administration.

Il est notamment chargé :

a) — d'exécuter les décisions du conseil d'administration ;

b) — d'établir les instructions nécessaires au fonctionnement de la caisse et à la gestion des diverses branches du régime de sécurité sociale et, en particulier, de fixer l'organisation du travail dans les services ;

c) — de prendre toute décision d'ordre individuel que comporte la gestion du personnel et notamment de nommer, aux emplois, de procéder aux licenciements, de régler l'avancement et d'assurer la discipline dans les conditions fixées par les textes en vigueur ;

d) — de soumettre au conseil d'administration le projet de budget et notamment les propositions relatives aux frais d'administration et au programme d'action sanitaire et sociale de la caisse ;

e) — de remettre chaque année au conseil d'administration un rapport sur le fonctionnement administratif et financier de la caisse ;

f) — d'engager les dépenses, de constater les créances et les dettes et d'émettre les ordres de recettes et de paiement.

Art. 10. — Le directeur général de la caisse est assisté d'un directeur général adjoint nommé par le ministre du travail, après avis du conseil d'administration.

Art. 11. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret et notamment le décret n° 73/218 du 12 novembre 1973 fixant les modalités d'organisation et de fonctionnement de la caisse nationale de sécurité sociale.

Art. 12. — Le ministre du travail et de la fonction publique et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 15 Mars 1982
GENERAL GNASSINGBE EYADEMA

DECRET N° 82-54 du 18 mars 1982 mettant fin aux fonctions d'un chef de canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le rapport du préfet de la Binah,

D E C R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté le décret n° 80-110 du 16 avril 1980 portant reconnaissance de la désignation d'un chef de canton.

Art. 2 — Il est mis fin aux fonctions de M. AQUITEM Télégui en qualité de chef de canton de Kéao (préfecture de la Binah).

Art. 3 — Le présent décret qui aura effet pour compter de la date de signature sera communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 18 Mars 1982
Général G. EYADEMA

DECRET N° 82-55 du 24 mars 1982 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de canton.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'article 16 de la constitution ;

Vu le décret n° 59-121 du 3 août 1959 modifiant l'arrêté n° 951-49/APA du 2 décembre 1949 portant réorganisation du commandement autochtone au Togo ;

Vu le procès-verbal du conseil coutumier de Kouma réuni le 10 novembre 1980,

D E C R E T E :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 145/PR/INT/APA du 15 octobre 1968 portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de canton.

Art. 2 — Est constatée et reconnue officiellement la désignation coutumière de M. Komlan DOM GAMETI V en

qualité de chef du canton de Kouma (préfecture de Kloto) en remplacement de DOM GAMETI IV, démissionnaire.

Art. 3 — M. Komlan DOM GAMETI V, chef du canton de Kouma, percevra une indemnité annuelle de cent vingt mille (120.000) francs.

La dépense est imputable au budget général gestion 1982, chapitre 14, article 6, paragraphe 1.

Art. 4 — Le présent décret, qui aura effet pour compter de la date de prise de fonctions de l'intéressé, sera communiqué et publié partout où besoin sera.

LOME le 24 Mars 1982
Général G. EYADEMA

APPROBATION DE COMPTES ADMINISTRATIFS ET DE BUDGETS ADDITIONNELS

Décret n° 82-48 du 11/3/82 — Le compte administratif de la commune de moyen-exercice de Bassar exercice 1979 est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de : sept millions neuf cent quarante sept mille cinq cent soixante francs (7.947.560 francs).

En dépenses à la somme de : sept millions quatre vingt dix huit mille huit cent soixante seize francs (7.098.876 francs) laissant apparaître un excédent de recettes de : huit cent quarante huit mille six cent quatre vingt quatre francs (848.684 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1980.

Sont approuvées les annulations et ouvertures de crédits ci-dessous énumérées destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice.

ANNULATIONS DE CREDITS

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel)

Article 1 — Traitement du personnel d'administration titulaire (principal et accessoires) 225.860

Article 2 — Salaire personnel de bureau non titulaire. 196.488

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et collecteurs contrôleurs de recettes municipales. 117.712

Chapitre III — Service d'administration municipale (Matériel)

Article 1 — Frais d'imprimés et abonnement à diverses publications administratives. 182.439

722.499